

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 Orléans

Orléans, le 02/12/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### USCP

12 rue du Moulin  
45300 Engenville

Références : 451/2024  
Code AIOT : 0010004633

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2024 dans l'établissement USCP implanté 12 rue du Moulin 45300 Engenville. L'inspection a été annoncée le 09/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- USCP
- 12 rue du Moulin 45300 Engenville
- Code AIOT : 0010004633
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société USCP, soumise à autorisation, exploite des installations de stockage de céréales en vrac dans des silos verticaux. Les activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 15/10/2012. Le volume de stockage du silo est de 92 212 m<sup>3</sup>. La société USCP est une union de coopérateurs disposant de volumes de stockage dans le silo.

### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Surveillance et détection de point chaud	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 1.3 et 7.5.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	point 1-gestion suites vi 27/02/2019	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 7.3.5.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Point 12- autosurveillance rejets air	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 8.2.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Point 13 – plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 4.2.2	Susceptible de suites	Sans objet
4	Point 14- autosurveillance rejets eau	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art 4.3.11 et 8.2.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Retour d'expérience – incident du site de Cristal Union à Bazancourt	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 2.1.1 et 7.1	/	Sans objet
8	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	d'explosion et d'incendie	15		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : point 1-gestion suites vi 27/02/2019

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 7.3.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des dispositifs de protection
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/02/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/05/2022</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées par deux compteurs de coups de foudre conformément au guide UTE C 17-106. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification annuelle visuelle et une vérification complète tous les deux ans sont réalisées par un organisme compétent. Les installations sont vérifiées conformément à la norme NF EN 62305-3.</p> <p>L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, Le carnet de bord et les rapports de vérification de ses installations. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.</p> <p>Si l'une des vérifications menées par l'exploitant fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p> <p>L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les déclarations de conformité signées par lui et accompagnées des enregistrements trimestriels du</p>

nombre d'impacts issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat précédent :</b> La vérification des dispositifs de protection contre la foudre est incomplète puisque les paratonnerres à dispositifs d'amorçage (PDA) n'ont pas été testés.</p> <p>Réponse du 31/01/2023 : Transmission du rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre (intervention initiale du 18/05/2021) corrigé par l'organisme agréé après vérification et test des PDA en 2022. Pas d'anomalie.</p> <p><b>Lors de cette visite, l'exploitant a présenté :</b> - le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre réalisé par DEKRA le 24/03/2023 - Pas d'anomalie, - le rapport de vérification visuelle des installations de protection contre la foudre réalisé par DEKRA le 28 et le 29/02/2024 - Pas d'anomalie.</p> <p><b>Aussi, l'écart de la visite précédente est levé.</b> <b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Point 12-autosurveillance rejets air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 8.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/02/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/05/2022</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit assurer une surveillance de la qualité de l'air sur les paramètres suivants : Poussières - Triennale - Norme NF X 44 052</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat précédent :</b> L'exploitant ne réalise pas de surveillance de la qualité de l'air sur le paramètre poussières.</p>

Par courriel du 10/01/2023, l'exploitant a transmis le cahier des charges de suivi des retombées de poussières établi par BUREAU VERITAS.  
En retour, par courriel du 13/10/2023, l'inspection a indiqué qu'elle n'avait pas de remarque sur ce cahier des charges.

**Lors de cette visite**, l'exploitant a présenté le rapport de suivi des retombées de poussières réalisé par BUREAU VERITAS. La campagne s'est déroulée du 20/03/2024 au 19/04/2024. Le rapport conclut qu'il n'y a pas d'anomalie de retombées de poussières dans l'environnement autour du site USCP à Engenville.

**L'écart de la visite précédente est donc levé.**  
**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Point 13 – plan des réseaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 4.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, plan des réseaux

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/02/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ..) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

**Constats :**

**Constat précédent :**

Absence de plan des réseaux de l'établissement.

**Lors de cette visite**, l'exploitant a présenté un plan des réseaux du site.  
Ce plan est commun avec les réseaux de SIDESUP.

L'inspection n'a pas de remarque sur ce plan des réseaux.

**L'écart de la visite précédente est donc levé.**  
**Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Point 14-autosurveillance rejets eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art 4.3.11 et 8.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Fréquences, et modalités de l'auto-surveillance de la qualité des rejets

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/02/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 08/05/2022

**Prescription contrôlée :**

**Art. 4.3.11**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-après définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : n° 3

(cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5 du présent arrêté) :

Paramètres (mg/L) :

HCT: 5

DBO5 : 25

DCO:90

MES : 30

**Art. 8.2.3**

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Eaux pluviales issues du rejet vers le milieu récepteur : n° 3

(cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5. du présent arrêté) :

Paramètres pH/DCO/DBO5/MES/HCT - ponctuel-triennal - Avant rejet dans le milieu naturel

**Constats :**

**Constat précédent :**

L'exploitant ne respecte pas la périodicité triennale de mesure des rejets aqueux des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Le point de prélèvement n'est pas le point n°3 mentionné dans l'arrêté préfectoral et n'est pas représentatif (eau pluviale non susceptible d'être polluée).

Le site ne dispose pas d'un dispositif de traitement avant rejet de ses eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

L'exploitant a transmis, par courriel du 06/12/2023, un dossier de porter à connaissance relatif à la modification prescriptions qui lui sont applicables sur le volet de la gestion des eaux pluviales.

Le dossier mentionne que « le réseau de collecte des eaux de ruissellement en amont du séparateur d'hydrocarbures capte une surface d'environ 3 900 m<sup>2</sup>. Le réseau étant commun aux sites de l'USCP et de la SIDESUP, le séparateur d'hydrocarbures reçoit donc un mélange des eaux de ruissellement des deux sites. Ces eaux subissent un pré-traitement par le séparateur d'hydrocarbures avant de se rejeter dans le bassin tampon de la SIDESUP servant au confinement des eaux d'incendie puis rejet vers les bassins de lagunage de la SIDESUP. [...]

Les analyses d'eau en sorti du séparateur d'hydrocarbures s'effectuent donc à partir d'un mélange d'eaux pluviales de ruissellement de voirie des sites de l'USCP et de la SIDESUP. En aucun cas, uniquement les eaux de voirie de l'USCP. [...]

Dans ce contexte, l'USCP sollicite la mise à jour de son arrêté d'exploitation en indiquant notamment que les eaux rejoignent les bassins de lagunage de SIDESUP et que ces eaux doivent présenter des analyses conformes pour de l'épandage. Une convention de rejet a été mise en oeuvre afin de formaliser les modalités de rejet.[...]

L'ensemble des analyses d'eaux faites en sortie de lagune, indiquent des valeurs conformes pour l'épandage selon l'arrêté de la SIDESUP. »

L'exploitant a joint à ce dossier une convention de rejet entre USCP et SIDESUP pour le rejet des eaux pluviales de voiries de l'USCP vers le bassin de lagunage de SIDESUP approuvée par les 2 parties le 05/12/2023. Les eaux du bassin de lagunage sont ensuite envoyées en épandage, épandage réglementé par l'arrêté préfectoral de la société SIDESUP.

Aussi, la demande de modification des prescriptions peut être considérée comme notable et non substantielle. L'exploitant propose une mesure compensatoire au travers de la convention de rejet précitée.

Toutefois, l'arrêté préfectoral du 28/12/2021, réglementant l'épandage de la société SIDESUP, ne prévoit pas l'analyse des hydrocarbures (HCT) avant épandage.

Aussi, il doit être maintenu cette analyse dans les rejets des eaux de lagunage vers l'épandage pour une valeur limite d'émission de 5 mg/l.

L'inspection propose à Madame la Préfète de donner acte au dossier de porter à connaissance de modification des prescriptions précitées sous réserve du respect des éléments du dossier de porter à connaissance, de la convention établie entre USCP et SIDESUP et de l'analyse des hydrocarbures (HCT) au niveau du bassin de lagunage avant épandage.

Compte tenu de ce qui précède, l'écart de la visite précédente est abandonné.

Type de suites proposées : Sans suite



**N° 5 : Surveillance et détection de point chaud**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 1.3 et 7.5.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection point chaud
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art. 7.5.4.2 AP 15/10/2012 [...] Le transporteur à bande provenant de la Société SIDESUP est asservi à un détecteur de point chaud qui commande l'arrêt immédiat de l'installation. [...] Art. 1.3 AP 15/10/2012 Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.  En particulier, l'étude de dangers correspondant aux installations définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et l'intensité des effets des accidents susceptibles de survenir.  Les barrières de sécurité (équipements, procédures opératoires, formation, consignes, instruction), définies dans le présent arrêté et dans l'étude de dangers font l'objet d'un suivi particulier afin de garantir leur efficacité à tout moment.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le rapport de contrôle annuel des détecteurs d'étincelles réalisé en mars 2024 par la société UXELLO. Ce rapport ne mentionne que le contrôle de 4 détecteurs en sortie presse et 2 détecteurs en sortie fine et ne mentionne pas d'anomalie. Or, le site dispose de 7 détecteurs d'étincelle. En effet, un détecteur d'étincelle est installé au niveau du transporteur à bande provenant de la société SIDESUP.  Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté la présence des 6 (4+2) détecteurs d'étincelles sur les équipements de granulation et le détecteur d'étincelles au niveau de l'arrivée du transporteur à bande provenant de SIDESUP.  <b>Ecart PdC n° 5 :</b> En l'absence d'un rapport de contrôle mentionnant le bon fonctionnement du détecteur d'étincelles installé sur le transporteur à bande provenant de la société SIDESUP, l'exploitant n'assure pas un suivi particulier afin de garantir une efficacité de ce détecteur à tout moment.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre un rapport de contrôle attestant du bon fonctionnement du détecteur d'étincelle installé sur le tapis à bande provenant de la société SIDESUP.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Retour d'expérience – incident du site de Cristal Union à Bazancourt**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article Art. 2.1.1 et 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, REX silo de stockage de pellets de luzerne
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art. 2.1.1 L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;</li> <li>- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;</li> <li>- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.</li> </ul> <p>Art. 7.1 L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 07/01/2023, un accident s'est produit sur le site de CRISTAL UNION à Bazancourt dans un silo de stockage de luzerne. Le silo en cause est un silo béton comprenant des cellules de stockage fermées en béton. L'activité de la société USCP est similaire à celle exercée par Cristal Union sur le site de Bazancourt notamment le stockage de pellets de luzerne dans des cellules en béton. L'inspection s'est donc interrogée sur l'appropriation du retour d'expérience de cet accident par la société USCP.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir effectué une réunion d'informations avec la société SIDESUP le 21/10/2024 sur les recommandations du bureau d'enquêtes et d'analyses sur les risques industriels</p>

(BEA-RI). Il a été identifié comme action corrective une mise à jour des bonnes pratiques (cf affiche des bonnes pratiques mentionnée ci-après).

10 cellules et 3 as de carreau sont utilisés pour le stockage de pellets de luzernes sur 42 cellules et 22 as de carreau.

Ces cellules ne sont pas dédiées au stockage de pellets de luzerne et peuvent contenir à titre d'exemple des céréales.

L'exploitant a indiqué avoir mis en place un système d'aspersion sur les récupérateurs de fines et le refroidisseur. Les pompiers ont également la possibilité de se brancher sur ces équipements via des raccords.

A la suite de cet accident, le BEA-RI a produit un rapport et émis des recommandations. Les recommandations du BEA-RI sont les suivantes :

*1) Évaluer l'impact, en termes de risques industriels, de l'augmentation des périodes de fortes chaleurs, en réinterrogeant les pratiques : gamme de filières employées, mode de stockage, mode de refroidissement.*

Les cellules sont équipées d'une silothermométrie comprenant pour chaque cellule 3 sondes équipées de 9 capteurs et les as de carreau sont équipés d'une sonde de 8 capteurs.

L'exploitant a également présenté une affiche mentionnant les « bonnes pratiques stockage de luzerne » mise à jour le 22/10/2024 mentionnant les critères d'une marchandise conforme (T°C, humidité, durabilité). Cette affiche mentionne les actions pour contrôler les signes d'auto-échauffement et les actions en cas d'auto-échauffement important.

Par sondage, l'inspection a examiné le relevé de silothermométrie sur l'ordinateur du bureau silo de la cellule 20 contenant de la luzerne. La température mesurée était de 30 °C environ. La luzerne a été ensilée début septembre 2024 . La température des produits ensilés était de 34 °C. L'exploitant a indiqué qu'il n'était pas possible d'installer des groupes froids pour accélérer le refroidissement.

*2) Renforcer la surveillance des cellules pour identifier au plus tôt le risque d'auto-échauffement par une surveillance du monoxyde de carbone (CO) et un meilleur suivi des températures et des concentrations en CO dans les cellules, y compris durant les heures non ouvrées.*

L'exploitant a indiqué qu'après recherche et prise de contact avec Cristal Union, il est arrivé à la conclusions que le suivi de la concentration en CO dans les cellules de stockage de luzerne n'est pas fiable. Pour le moment, cette recommandation a donc été écartée par l'exploitant.

*3) Améliorer l'efficacité des évènements des cellules lors de la reconstruction.*

L'exploitant indique que les ciels de cellule en béton sont les parties éventables de chacune des cellules.

*4) Élaborer une stratégie de prévention et de gestion du risque d'auto-échauffement en recourant si besoin à des procédés de refroidissement et d'inertage.*

Chacune des cellules dispose d'un dispositif d'inertage. L'injection d'azote se fait par l'extérieur du silo via un point de raccordement relié à un réseau de tuyauteries débouchant dans chacune des cellules de stockage.

L'exploitant a indiqué disposer d'une procédure d'inertage (non vérifiée par l'inspection).

*5) Disposer d'une procédure d'intervention et de vidange des silos en cas d'incendie de cellule.*

L'exploitant a indiqué que lorsque la silothermométrie dépasse les 35 °C, il doit procéder à un transilage

L'inspection n'a pas examiné ce point dans le cas d'un incendie avéré. Néanmoins, l'exploitant dispose d'un POI commun avec SIDESUP. Ce POI ne mentionne pas de procédure d'intervention et de vidange des silos en cas d'incendie de cellule.

**L'exploitant pourrait utilement disposer d'une procédure d'intervention et de vidange des silos en cas d'incendie de cellule.**

*6) Réduire le risque lié à la présence de « bâtissage » en adaptant la conception des cellules ou en élaborant des méthodes de détection et de nettoyage pour éliminer les amas de pellets et de poussières sur les parois du silo.*

Lors de la réception des pellets de luzerne provenant de la société SIDESUP, l'exploitant procède à l'homogénéisation des pellets de luzerne dans des cellules d'homogénéisation (12 cellules de 110 t unitaire) avant ensilage dans les cellules de stockage.

L'exploitant demande à SIDESUP les taux de fines et le taux de durabilité des pellets de luzerne reçus afin d'identifier les lots à risques.

L'exploitant a indiqué avoir créé des trappes de prélèvement pour refaire des analyses des lots au niveau des homogénéisateurs.

L'exploitant a précisé que le stockage en cellules des pellets de luzernes est de 6 mois à 1 an avec une durée moyenne de 6/8 mois.

L'exploitant a indiqué réaliser une vérification visuelle des cellules après vidange. Cette visite est effectuée dans les 24 h suivant la vidange pour laisser le temps aux poussières de se déposer. Un nettoyage est effectué lors de la vérification visuelle. L'exploitant procède également lors de cette phase au rattachement des sondes de températures.

Si un bâtissage est détecté, une fiche anomalie est créée.

*7) Intégrer cette notion de « bâtissage » dans les termes employés en gestion de crise pour éviter tout risque de confusion entre une cellule vide et une cellule dont les parois comportent encore des amas de luzerne.*

L'exploitant a présenté une affiche mentionnant les « bonnes pratiques stockage de luzerne » mise à jour le 22/10/2024 mentionnant les critères d'une marchandise conforme (T°C, humidité, durabilité). Un paragraphe mentionne comment contrôler et éviter le risque de bâtissage.

**Compte tenu de ce qui précède, l'exploitant a examiné voire intégré le retour d'expérience de cet accident.**

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

#### N° 7 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

**Thème(s) :** Risques accidentels, Système de dépoussiérage

**Prescription contrôlée :**

Art. 15 AM 29/03/2004

[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate

d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]

#### Art. 7.5.4.1 AP 15/10/2012

##### *Prévention des risques liés aux appareils de manutention et aux systèmes d'aspiration et de filtration*

Les dépoussiéreurs et les dispositifs de transport des produits (élévateurs, transporteur à chaîne, transporteur à bande) doivent respecter les prescriptions de l'article 7.3.3 [Installations électriques] du présent arrêté. Ils sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières et à éviter les dépôts de poussières. Les organes mobiles (notamment ceux de la manutention) sont protégés contre la pénétration des poussières, ils sont convenablement lubrifiés et vérifiés périodiquement pour éviter tout risque d'échauffement. Les détecteurs de dysfonctionnement des manutentions définis ci-après ainsi que le bon état des capotages font également l'objet de contrôles périodiques. En outre, l'exploitant établit un programme d'entretien adapté aux installations et à leur mode de fonctionnement, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par du personnel formé et qualifié en application des dispositions des articles 7.4.2 [Surveillance] et 7.4.5 [Formation] du présent arrêté. L'exploitant enregistre les travaux réalisés en application de ce programme.

##### *Appareils de manutention*

Les roulements et paliers des arbres d'entraînement des élévateurs sont disposés à l'extérieur des jambes. Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à éviter tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes :

Equipements	Dispositifs de sécurité
Transporteurs à bandes	<ul style="list-style-type: none"><li>• Détecteur de surintensité moteur</li><li>• Contrôleur de température des paliers</li><li>• Contrôleur de rotation</li><li>• Bandes non propagatrices de la flamme et antistatique</li><li>• Contrôleurs de déport de bandes</li><li>• Capotage et aspiration des jetées</li><li>• Bascule asservie à une détection d'étincelle sur le tapis provenant de la Société SIDESUP</li></ul>
Transporteur à chaîne	<ul style="list-style-type: none"><li>• Détecteur de surintensité moteur</li><li>• Contrôleur de température des paliers</li><li>• Contrôleur de rotation</li><li>• Détecteurs de bourrage</li><li>• Capotage et aspiration des jetées</li></ul>

Elévateurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Paliers extérieurs</li> <li>• Contrôleur de température des paliers</li> <li>• Contrôleur de rotation</li> <li>• Sangles non propagatrices de la flamme et antistatique</li> <li>• Contrôleurs de déport de sangles</li> <li>• Capotage et aspiration des jetées</li> </ul>
Vis	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Détecteur de surintensité moteur</li> </ul>
Appareils nettoyeur, séparateur	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aspiration des poussières</li> </ul>
Presse à granulés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Asservissement à une détection d'étincelle</li> </ul>

Tous les détecteurs et contrôleurs disposent d'un renvoi en cas de dysfonctionnement avec un arrêt des manutentions en amont.

#### *Systèmes d'aspiration et de filtration*

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. Afin de prévenir les risques d'explosion, les dispositions suivantes sont prises :

- les ventilateurs d'extraction sont placés à l'aval des dispositifs de traitement ;
- les filtres à manches sont protégés par des événements qui débouchent sur l'extérieur et sont équipés d'un système de détection de décrochement ou de percement des manches ou une procédure de contrôle est mise en place, précisant fréquence et enregistrement ;
- le stockage et le traitement des poussières est réalisé à l'extérieur des installations de stockage en vrac de céréales, dans un local dédié situé dans le bâtiment technique et, équipé d'une trappe de désenfumage et d'un événement

#### **Constats :**

cf annexe PdC n°7

L'exploitant a indiqué que les transporteurs du site sont principalement à bandes. Il y a des transporteurs à chaîne au niveau du chargement train et au niveau du dernier élément de manutention des poussières (transporteur à chaîne en remplacement d'une vis à poussières).

**Ecart PdC n°7 : Compte tenu du fait qu'un des deux détecteurs de déport de bande du**

transporteur TV2 est endommagé, les systèmes de transport de produit ne sont pas équipés de dispositif permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 8 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Transporteurs à bande
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le certificat de conformité, du 14/10/2024, de non propagation de la flamme de l'ensemble des bandes FLEXFLAM de la marque FICAP installées dans les installations établi par ce fabricant FICAP. A titre d'exemple, l'exploitant a présenté la facture de remplacement de 345 m l de bande Flexflam du 30/04/2019.  <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite